

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Type de procédure : Procédure adaptée passée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande publique

Numéro de référence : PA-25027

Accord-cadre
Mise à disposition d'une production d'air médical
Pour le CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé

POUVOIR ADJUDICATEUR :
Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette 44093 NANTES CEDEX

SOMMAIRE

Article 1 -	Objet, durée et forme du marché.....	4
1.1	Objet du marché Public	4
1.2	Durée	4
1.3	Forme du Marché Public	4
Article 2 -	Allotissement	4
Article 3 -	Documents contractuels.....	4
Article 4 -	Modalités d'exécution	5
4.1	Passation des commandes	5
4.2	Conditions de livraison des fournitures (matériels) et d'exécution des prestations	5
4.1	Réunion de cadrage.....	5
Article 5 -	Règlementation applicable	6
Article 6 -	Prix et modalités d'ajustement.....	6
5.1	Prix.....	6
5.2	Remise sur catalogue et offres promotionnelles	6
Article 7 -	Garanties Financières	7
Article 8 -	Assurances	7
Article 9 -	Avances	7
Article 10 -	Modalités de facturation et de paiement.....	7
Article 11 -	Prolongation unilatérale du marché en cas de changement de titulaire	8
Article 12 -	Retrait et démontage des installations au terme du marché.....	9
Article 13 -	Résiliation du marché public.....	9
11.1	Résiliation du marché public par la personne publique.....	9
11.2	Résiliation aux torts du titulaire	9
Article 14 -	Exécution aux frais et risques du titulaire	10
Article 15 -	Pénalités.....	10
14.1	Maintenance préventive systématique.....	10
14.2	Maintenance corrective ou assistance téléphonique	10
14.3	Documents requis	10
14.4	Réunions.....	10
14.5	Devis	10
Article 16 -	Litiges	11
Article 17 -	Engagement du titulaire	11
Article 18 -	Clause de réexamen.....	11
Article 19 -	Liste des dérogations au CCGA/FCS.....	12

Préambule

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44):

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants :

CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), CH Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres :

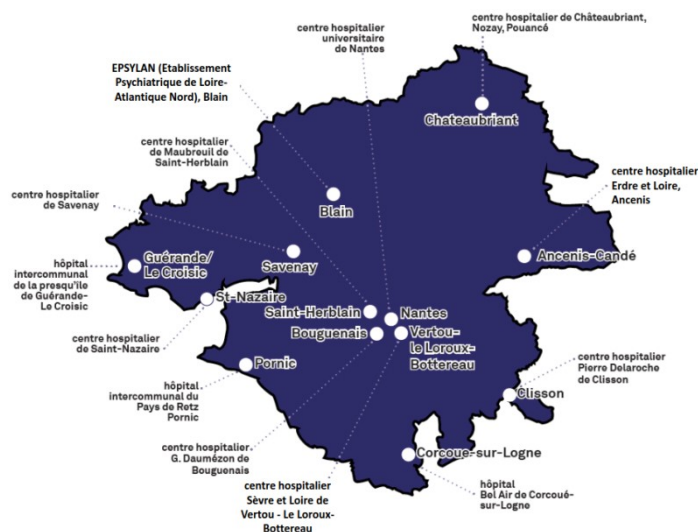
GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), **GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire)**, GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline (Saint-Herblain), et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Fonctionnement du GHT et du Groupement de commandes :

En phase de passation du marché, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



Article 1 - Objet, durée et forme du marché

1.1 Objet du marché Public

La présente consultation a pour objet la mise à disposition de moyens de productions d'air médical et secours à destination du réseau du Centre Hospitalier Châteaubriant-Nozay-Pouancé (CH CNP).

Le marché est passé par le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur du GHT44.

Le détail des prestations et équipements est précisé dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.

1.2 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 3 ans à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre pourra éventuellement être reconduit 5 fois de manière TACITE par période d'un an.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

1.3 Forme du Marché Public

Le marché est de type accord-cadre mono-attributaire composite (pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande) conclu seulement avec un maximum fixé à 221 000 € HT sur sa durée totale (reconductions comprises).

La partie forfaitaire correspond à la location des installations et la partie à bons de commande à la fourniture de gaz.

L'annexe 2 au CCTP indique les matériels présents au CH Châteaubriant.

Article 2 - Allotissement

Sans allotissement

Article 3 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11), et son annexe :
Annexe 1 : Bordereau de Prix (BP) ;

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) PA-n°25027 et son annexe :
Annexe 1 : Modalités Livraison Facturation
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) PA-n°25027 et ses annexes :
Annexe 1 : PRODUCTION ET CONSOMMATION
Annexe 2 : MATERIELS EN PLACE jusqu'au 31/12/2025
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire incluant les fiches techniques des matériels proposés.

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Article 4 - Modalités d'exécution

4.1 Passation des commandes

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront demandées par le CH CNP.

Le marché public s'exécutera au fur et à mesure des besoins du CH de CNP.

La gestion des approvisionnements en gaz, est assurée de manière automatique, par le titulaire, au travers de la télésurveillance

4.2 Conditions de livraison des fournitures (matériels) et d'exécution des prestations

Les livraisons et prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

4.3 Réunion de cadrage

Au démarrage du marché, le titulaire sera convoqué à une réunion de cadrage. Lors de cette réunion seront précisées les modalités pratiques d'exécution des prestations. Seront notamment définies les contenus des reportings attendus.

Les précisions seront actées dans un compte rendu qui deviendra contractuel pour le titulaire du marché.

Article 5 - Règlements applicables

Le titulaire de l'accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux fluides médicaux et techniques.

Article 6 - Prix et modalités d'ajustement

6.1 Prix

Les prix de référence seront les prix unitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et son bordereau des prix. Les prix nets Hors Taxes seront fermes jusqu'au 31/12/2026. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire du marché (1^{er} janvier), selon la formule suivante, sous condition d'en informer le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant l'échéance

$$P = P_0 \times \left(0,85 + 0,15 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} \right)$$

Avec

P	montant révisé du prix unitaire du contrat
P ₀	montant initial du prix unitaire du contrat
<i>ICHT-IME</i>	Indice horaire du coût du travail –Industries Mécaniques et Electriques valeur à la date de révision
ICHT-IME ₀	Valeur de l'indice au mois "zéro », soit la valeur de l'indice de septembre 2025

Les taux de remise appliqués sur le tarif public ou autres catalogues sont fermes pour la durée du marché

Les prix de règlement seront les prix unitaires nets TTC, au taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'installation et à la mise en service.

6.2 Remise sur catalogue et offres promotionnelles

Le Titulaire s'engage à appliquer au CH, les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son Offre. Le pourcentage de remise, sur lequel le Titulaire s'engage dans son Offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent marché.

Les prix de références sont révisables à la baisse à tout moment par le biais d'offres de prix promotionnelles. Les prix peuvent évoluer uniquement à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles proposées par le Titulaire. Celui-ci adresse le tarif ou la remise promotionnel(le), par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Le titulaire donnera toutes les précisions utiles, notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés. Les tarifs promotionnels se substituent sans aucune formalité administrative aux prix applicables dans

l'accord-cadre selon les articles précédents. Le pouvoir adjudicateur notifie son accord au Titulaire avant l'application des prix promotionnels. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. Ces offres de prix promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls produits dans le périmètre du présent accord-cadre. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre mentionnés dans le BPU sont ceux à nouveau en vigueur.

Article 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 9 - Avances

Sauf renoncement du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % pourra être accordée au titulaire selon les conditions des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique (Option B du CCAG-FCS, article 11).

Article 10 - Modalités de facturation et de paiement

➤ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal de l'établissement (cf annexe 1 du présent CCAP).

➤ Présentation des factures

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois ou sur la période considérée si elle recouvre plusieurs mois. Elles mentionneront :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement

- le numéro et la date du bon de commande
- la référence au marché
- la période faisant l'objet de la facturation
- la désignation des fournitures livrées ou prestations exécutées exactement définies.
- le numéro de commande le cas-échéant
- les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes des prestations
- les quantités
- le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- le montant total HT
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- la date de facturation

➤ **Transmission des demandes de paiement**

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement (cf annexe 1 au CCAP).

Article 11 - Prolongation unilatérale du marché en cas de changement de titulaire

A l'expiration du présent marché et en cas de changement de prestataire pour le contrat suivant, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder 4 mois, à compter du terme du marché initial.

Une réunion de cadrage tripartite sera organisée entre le bénéficiaire, le nouveau et l'ancien prestataire afin de préciser les modalités techniques de déroulement de la phase transitoire. Le titulaire en place et le nouveau titulaire s'engage à y assister.

Les délais effectifs de prolongation unilatérale du marché public seront notifiés à travers un calendrier de basculement par le Pouvoir Adjudicateur à l'issue des différentes réunions tripartites et deviendront alors contractuels. Ses délais seront en adéquation avec l'engagement du titulaire sur le délai de démarrage.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Le titulaire en place s'engage à retirer ses matériels dans le cadre du calendrier de basculement issue de la réunion tripartite associée. Les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCP pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

Au-delà de cette phase transitoire, il pourra être demandé au titulaire en place de prolonger sa prestation et/ou fourniture, aux frais et risques du nouveau titulaire défaillant.

Article 12 - Retrait et démontage des installations au terme du marché

Le retrait et démontage des installations au terme du marché sont à la charge du titulaire que le retrait ou démontage intervienne au terme initial du marché, à la suite d'une décision de non reconduction, de résiliation ou au terme de la période de prolongation prévue ci-dessus.

Aussi aucun frais lié au retrait/démontage d'une installation ne pourra être facturé à l'Etablissement bénéficiaire.

Article 13 - Résiliation du marché public

13.1 Résiliation du marché public par la personne publique

Le CHU de Nantes se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois à compter de sa réception par le titulaire, dans les hypothèses suivantes :

- en cas d'appel d'offres national auquel le CHU de Nantes adhérerait avant le terme du présent marché concernant les spécialités dudit marché (cf article « Appel d'offres national »).

13.2 Résiliation aux torts du titulaire

Il est fait application des dispositions du C.C.A.G.-F.C.S., notamment de ses articles 41 et 45.

En cas de non-respect des clauses contractuelles et notamment celles relatives à la livraison et à la qualité des fournitures, le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support pourra résilier le marché public par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de quinze jours.

Il en sera de même dans le cas où le matériel retenu ne donnerait pas toutes les satisfactions cliniques souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation du dispositif et pouvant entraîner un danger pour le patient et/ou l'utilisateur (matéiovigilance notamment).

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution aux frais et risques du titulaire.

Article 14 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de carence dans l'approvisionnement, en qualité ou en quantité ou en cas de non-respect du calendrier d'exécution en phase transitoire, le Centre Hospitalier Universitaire de NANTES pourra faire procéder à l'exécution du marché par un tiers et ce aux frais et risques du titulaire défaillant. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Article 15 - Pénalités

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

15.1 Maintenance préventive systématique

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation ou d'un équipement, sera dépassée de plus de quinze jours calendaires, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 €.

15.2 Maintenance corrective ou assistance téléphonique

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé au paragraphe 2.2 du CCTP est dépassé du fait du titulaire celui-ci encourt une pénalité horaire (par heure de retard), de 50 €.

15.3 Documents requis

En cas de retard dans la remise de documents requis (dont le plan de prévention et/ou protocole de sécurité), le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 €.

15.4 Réunions

En cas d'absence à une réunion de cadrage, une pénalité forfaitaire de 1000 € par absence.

15.5 Devis

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande du Pouvoir Adjudicateur dépassera les 15 jours calendaires, par le fait du titulaire, celui-ci se verra appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

Article 16 - Litiges

Il sera fait application des dispositions du chapitre 8 « Différends et litiges » du C.C.A.G. en cas de litige survenu entre le titulaire et l'établissement.

Article 17 - Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité du Client auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice de prestations de maintenance. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez le Client dans le cadre des opérations de maintenance, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier, et plus particulièrement en milieu de production pharmaceutique (tenue, hygiène, respect des consignes et procédures de l'unité de production ...)

Certains établissements peuvent avoir défini selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du travail, une politique de sécurité des personnes lors des interventions des prestataires. En application du Code du travail et dans les conditions énoncées aux articles R4512-6 à R4512-12, un plan de prévention écrit sera rédigé.

Les entreprises devront établir avec le représentant de chaque établissement, un plan de prévention et/ou protocole de sécurité avant toute intervention sur site et au plus tard un mois après la date de notification du marché.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché.

Article 18 - Clause de réexamen

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de **l'article R.2194-1 du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles. En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et le CHU de Nantes.

Article 19 - Liste des dérogations au CCGA/FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4 (Documents contractuels)
Articles 9, 10, 13.1	Articles 29 alinéa 2 et 33 alinéa 1 (Résiliation)
Article 13.2	Article 41 (Résiliation pour faute)
